|  |  |
| --- | --- |
| **NATIONS****UNIES** | **EP** |
|  | **Programme des Nations Unies pour l’environnement** | Distr.GÉNÉRALEUNEP/OzL.Pro/ExCom/88/1228 octobre 2021FRANÇAISORIGINAL : ANGLAIS |

COMITÉ EXÉCUTIF
 DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
 D’APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-huitième réunion

Montréal, 15-19 novembre 2021[[1]](#footnote-1)

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2020

# Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d’exécution[[2]](#footnote-2) au 31 décembre 2020, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs[[3]](#footnote-3) au Secrétariat.

# Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution portent sur toutes les matières réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions régulières au Fonds multilatéral, ou au moyen des contribution supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l’article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre de l’Amendement de Kigali,[[4]](#footnote-4) les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement. L’analyse proposée dans le présent rapport présente les données sur toutes les substances réglementées en tonnes PAO, sauf pour les HFC, qui sont présentées en tonnes d’éq-CO2.[[5]](#footnote-5)

**Processus d’analyse par le Secrétariat**

# Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d’exécution. L’analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d’investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords; la date de d’émission du premier décaissement; l’état de l’achat et de l’installation de l’équipement; l’état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers; le niveau de décaissement des sommes approuvées; l’achèvement opérationnel et financier du projet; et le retour des soldes.

# Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l’examen des projets, notamment la non-signature des accords; l’absence d’un administrateur du Bureau national de l’ozone; l’absence de rapports périodiques financiers; les retards dans le processus d’achat; l’absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l’objet d’une demande de report de la date d’achèvement.

# Le Secrétariat s’est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérales et d’exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n’ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d’exécution. Les projets et activités pour lesquels un report de la date d’achèvement a été demandé sont examinés dans les documents principaux, tandis que les projets[[6]](#footnote-6) pour lesquels des questions demeurent en instance sont joints à l’annexe I aux différents rapports des agences bilatérales et d’exécution. Les recommandations seront abordées au cours des échanges sur les rapports périodiques des différentes agences à la 88e réunion.

# Conformément à la décision 84/45 c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des projets pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et en a informé les agences bilatérales et d’exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat dont indiquées à l’annexe I des différents rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution.

# Portée du document

# Le présent document comprend les parties suivantes :

## Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral. Elle propose un sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2020 et cumulatifs depuis 1991 pour toutes les substances visées par le Protocole de Montréal, y compris les substances de l’annexe F (HFC); un examen de l’état de la mise en œuvre de tous les projets en cours[[7]](#footnote-7) par pays; et un recensement des projets dont la mise en œuvre accuse du retard et les conséquences possibles sur l’élimination des substances réglementées, ainsi que des projets ayant des questions en instance pour examen par le Comité exécutif.

## Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires pour un soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC. Elle propose un sommaire de l’état de la mise en œuvre des projets de réduction progressive des HFC financés au titre des contributions volontaires.

Recommandation

# Le document contient également les annexes suivantes :

# Annexe I Un aperçu des projets et activités en lien avec les HFC, qui propose un aperçu de tous les projets et activités relevant du Fonds multilatéral, indépendamment de leur source de financement, par pays, comprenant l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC.

# Annexe II Une analyse du rapport périodique global, qui présente de l’information globale depuis la création du Fonds multilatéral jusqu’au 31 décembre 2020, en deux parties : la partie I, projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral et la partie II, projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

Annexe III Un rapport sur les projets d’investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, qui propose un rapport périodique exhaustif des activités en lien avec les HFC financées à partir des contributions volontaires, conformément à la décision 84/12 b) et c).

# Les rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution ne comprenaient aucune question d’orientation pour examen par le Comité exécutif et aucune question d’orientation n’a été recensée pendant l’examen des projets par le Secrétariat.

PartiE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

**Sommaire des progrès dans la mise en œuvre des projets en 2020 et cumulatifs**

# Le sommaire des activités et des projets entrepris par les agences bilatérales et d’exécution en 2020 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2020 est présenté ci-dessous :

## **Élimination :** Une quantité de 1 324,1[[8]](#footnote-8) tonnes PAO de consommation de substances réglementées a éliminée en 2020 et l’approbation a été donnée pour éliminer 2 133,4 tonnes PAO de plus. Au total, 289 191 tonnes PAO et 500 994 tonnes d’éq-CO2 de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 469 653 tonnes PAO et 521 729 tonnes d’éq-CO2 dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (ne comprenant pas les projets annulés et transférés);

## **Décaissements/approbations :** Selon le rapport périodique de 2019, 78,64 millions $US avaient été décaissés et 89,35 millions $US de plus devaient être décaissés en 2020, ce qui représente un taux de décaissement de 88 p. cent de la somme prévue. Cumulativement, 3,16 milliards $US des 3,38 milliards approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 93 p. cent. Une somme de 71,9 millions $US a été approuvée pour la mise en œuvre, en 2020;

## **Rapport coût-efficacité (en tonnes PAO):**[[9]](#footnote-9)Le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,41 $US/kg depuis 1991. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,62 $US/kg et le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement par tonne PAO est de 4,87 $US/kg pour les projets achevés et de 50,01 $US/kg pour les projets en cours;[[10]](#footnote-10)

## **Nombre de projets achevés :** Cent quatre-vingt-seize projets ont été achevés en 2020. Au total, 7 833 des 8 664 projets (sauf les projets annulés et transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d’achèvement de 90 pour cent;

## **Rapidité d’exécution, projets d’investissement :** Les projets achevés avant 2020 ont généralement été menés à terme 50 mois après leur approbation. La durée moyenne d’achèvement des projets d’investissement a été de 37 mois après l’approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 14 mois, en moyenne, après leur approbation;

## **Rapidité d’exécution, projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2020 ont été menés à terme 38 mois, en moyenne, après leur approbation. La durée moyenne d’achèvement des projets ne portant pas sur des investissements a été de 38 mois après l’approbation depuis 1991. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués 12 mois, en moyenne, après leur approbation;

## **Préparation des projets :** Au total, 1 629 des 1 751 activités de préparation de projet approuvées en date de la fin de 2020 ont été achevées, ce qui laisse 122 activités en cours. Vingt-quatre activités de préparation de projet ont été approuvées en 2020 et 36 ont été achevées;

## **Retards dans la mise en œuvre :** Au total, 831 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2020 et connaissaient un retard moyen de 14 mois. Cent neuf de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »[[11]](#footnote-11) et sont assujettis à la procédure d’annulation de projet (la procédure ne s’applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projets et ni aux projets de renforcement des institutions);

## **Accords pluriannuels** : Un accord pluriannuel pour un plan d’élimination des SAO, un accord pluriannuel pour la production de bromure de méthyle, un plan d’élimination de la production de HFC, 188 accords pluriannuels pour des PGEH et un accord sur le contrôle et l’élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours en 2020, et 212 accords pluriannuels ont été achevés, ce qui représente un taux d’achèvement de 52 p. cent.

Progrès dans la mise en œuvre de projets en 2020

# Les agences bilatérales et d’exécution ont mené à terme 51 pour cent des projets qu’elles prévoyaient terminer en 2020 et atteint 19 p. cent de l’objectif d’élimination globale, selon les dates d’achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2019 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2020. La date d’achèvement prévue a été reportée pour 203 des 550 projets en cours (ne comprenant pas le renforcement des institutions et les activités de préparation de projet) depuis le rapport périodique de 2019.

# Les agences bilatérales et d’exécution ont atteint un taux de décaissement global de 88 p. cent en 2020. Par pays et région, 58 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 p. cent, tandis que 41 pays ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 p. cent.

# Les agences bilatérales et d’exécution doivent présenter à la 90e réunion un rapport sur 109 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 53 projets et tranches de projets pluriannuels pour lesquels un rapport de situation a été recommandé.

# L’appendice I à l’annexe II présente des renseignements sur la mise en œuvre des projets par pays en 2020 et l’appendice II à l’annexe II résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités du PGEH par pays.

# **PartIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR UN SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC**

# Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires pour la somme de 23,93 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences) au 31 décembre 2020. Le tableau 1 présente un sommaire de l’état de ces projets.

# **Tableau 1. État des projets approuvés en lien avec les HFC à la fin de 2020**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| **Approuvés** | **Achevés** | **%** **d’achèvement** | **Approuvés** | **Décaissement** | **Solde** | **% de décaissement** |
| Investment\*\* | 6 | 2 | 33 | 8 502 860 | 6 266 199 | 2 236 661 | 74 |
| Préparation de projet | 10 | 10 | 100 | 273 821 | 214 900 | 58 921 | 78 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 128 | 22 | 17 | 15 154 254 | 9 842 553 | 5 311 701 | 65 |
| **Total** | **144** | **34** | **24** | **23 930 935** | **16 323 651** | **7 607 284** | **68** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

\*\* Élimination de 443,1 tm (678 661 tm éq-CO2) sur 754,5 tm (1 108 442 tm éq-CO2) de HFC.

# Deux projets d’investissement, 10 propositions de préparation de projet et 22 activités de facilitation ont été achevés sur les 144 projets approuvés avant la fin de 2020. Le report de la date d’achèvement de 106 projets en cours a été approuvé. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées entre 2021 et 2022. Les quatre projets d’investissement en cours devraient être achevés entre 2021 et 2022. Vingt projets (trois projets d’investissement et 17 activités de facilitation) ont été classés parmi les projets dont la mise en œuvre connaît du retard après l’examen et figurent à l’annexe I au présent rapport contenant les recommandations du Secrétariat, qui demande la remise d’un rapport à la 90e réunion.

# Cumulativement, 16 323 651 $US des 23 930 935 $US approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 68 pour cent.

# **Observations du Secrétariat**

# Le Secrétariat a constaté que certains projets, tranches de PGEH et activités de réduction progressive des HFC ont été retardés à cause des difficultés associées à pandémie de la COVID-19. La prolongation de ces projets jusqu’au 31 décembre 2022 exige l’approbation du Comité exécutif, conformément à la décision 82/121 b). Les recommandations concernant le report de la date d’achèvement des PGEH pour les Bahamas (PNUE/ONUDI), Cabo Verde (PNUE), Djibouti (PNUE), Fidji (PNUE/PNUD), le Koweït (PNUE/ONUDI), le Niger (PNUE/ONUDI), la Macédoine du Nord (ONUDI), le Pakistan (PNUE/ONUDI) et le Soudan (ONUDI) ont été abordées comme il convenait dans les rapports périodiques des différentes agences d’exécution, dans le document sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports,[[12]](#footnote-12) dans le document sur les retards dans la proposition des tranches,[[13]](#footnote-13) ou dans les différentes propositions de projets. Les demandes de prolongation pour le volet argentin du projet mondial de remplacement des refroidisseurs (ONUDI) et les activités de facilitation pour le Chili (ONUDI), la Jordanie (ONUDI), le Maroc (ONUDI), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Allemagne), la Thaïlande (Banque mondiale) et l’Uruguay (PNUD/ONUDI) sont abordées dans les rapports périodiques des agences d’exécution concernés.

# Le Secrétariat a pris note que le report de la date d’achèvement des PGEH au-delà du 31 décembre 2022 a été demandé pour la Barbade, le Botswana, la Côte d’Ivoire, le Congo, la Dominique, Grenade, Haïti, la Jamaïque, le Mali, le Mozambique, Saint-Kitts-et-Nevis, l’Afrique du Sud, le Soudan du Sud, le Venezuela (République bolivarienne du) et la Zambie par les agences d’exécution concernées; le Secrétariat estime que ces demandes doivent être évaluées après un examen plus approfondi et l’évaluation des plans de mise en œuvre présentés par les agences d’exécution concernées. Les détails des échanges et les recommandations pour ces projets sont présentés dans le document sur les projets comportant des exigences particulières de remise de rapports.

RECOMMANDATION

# Le Comité exécutif pourrait souhaiter prendre note :

## Du rapport global d’achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2020 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/12 ;

## Avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d’exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2020 ;

## Que les agences bilatérales et d’exécution présenteront à la 90e réunion, un rapport sur les 129 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 53 projets ou tranches d’accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l’annexe I des rapports périodiques des agences bilatérales et d’exécution concernées.

**Annexe I**

**APERÇU DES PROJETS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC**

# Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d’investissement en lien avec les HFC (décisions 78/3 g)) et 79/54) et d’activités de facilitation depuis 1980, afin d’aider les Bureaux nationaux de l’ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l’Amendement de Kigali (décision 79/46).

# Le Comité exécutif avait approuvé 184 projets et activités en lien avec les HFC dans 137 pays au 31 décembre 2020, dont 13 demandes de préparation de projet, 14 projets d’investissement et 157 activités de facilitation, pour la somme de 32,81 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui).

# Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC.

**Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral**

| **Pays** | **Groupe** | **Ratification de l’Amende-ment de Kigali** | **Mise en œuvre du programme d’octroi de permis** | **Sommes approuvées ($US)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités de facilitation** | **Projets d’investis-sement** | **Préparation de projets** |
| Afghanistan | 1 |   |   | 150,000 |   |   |
| Afrique du Sud | 1 | Oui | En instance | 240 000 |   |   |
| Albanie | 1 | Oui | √ | 94 978 |   |   |
| Algérie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Angola | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Antigua-et-Barbuda | 1 |   |   |   |   |   |
| Arabie saoudite | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Argentine | 1 | Oui | √ | 250 000 | 1 840 755 | 74 816 |
| Arménie | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Bahamas  | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Bahreïn | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| Bangladesh | 1 | Oui | √ | 150 000 | 3 131 610 |   |
| Barbade | 1 | Oui | √ |   |   |   |
| Belize | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Bénin | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Bhoutan | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Bolivie (État plurinational de) | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Bosnie-Herzégovine | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Botswana | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Brésil | 1 |   |   |   |   |   |
| Brunei Darussalam | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Burkina Faso | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Burundi | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Cabo Verde | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Cambodge | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Cameroun | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Chili | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Chine | 1 | Oui | En instance | 250 000 | 1 275 000 | 64 066 |
| Colombie | 1 | Oui | √ | 250 000 |   |   |
| Comores  | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Congo  | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Costa Rica | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Côte d'Ivoire | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Cuba | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Djibouti | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Dominique | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Égypte | 1 |   |   | 250 000 |   | 30 000 |
| El Salvador | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Équateur | 1 | Oui | √ | 150 000 |   | 29 937 |
| Érythrée | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Eswatini | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Éthiopie | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Fidji | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Gabon | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Gambie | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Géorgie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Ghana | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Grenade | 1 | Oui | √ | 46 491 |   |   |
| Guatemala | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Guinée | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Guinée équatoriale | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Guinée-Bissau | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Guyana | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Haïti | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Honduras | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Îles Cook | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Îles Marshall | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Iles Salomon | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Inde | 2 |   |   |   |   |   |
| Indonésie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Iran (République islamique d’) | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Iraq | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Jamaïque | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Jordanie | 1 | Oui | √ | 150 000 | 1 637 610 |   |
| Kenya | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Kirghizistan | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Kiribati | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Koweït | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Lesotho | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Liban | 1 | Oui | √ | 150 000 | 1 053 858 | 30 000 |
| Libéria | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Libye | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Macédoine du Nord | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Madagascar | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Malaisie | 1 | Oui | √ | 250 000 |   |   |
| Malawi | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Maldives | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Mali | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Maroc | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Maurice | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Mauritanie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Mexique | 1 | Oui | √ | 250 000 | 4 201 181 | 84 818 |
| Micronésie (États fédérés de) | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Mongolie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Monténégro | 1 | Oui | √ | 49 973 |   |   |
| Mozambique | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Myanmar | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Namibie | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Nauru | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Népal | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Nicaragua | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Niger  | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Nigeria | 1 | Oui | √ | 250 000 |   |   |
| Nioué | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Oman | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| Ouganda | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Pakistan | 2 |   |   | 250 000 |   |   |
| Palau | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Panama | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Paraguay | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Pérou | 1 | Oui | En instance | 147 582 |   |   |
| Philippines  | 1 |   |   | 225 992 |   |   |
| Qatar | 2 |   |   | 150 000 |   |   |
| République arabe syrienne | 1 | Oui | En instance | 250 000 |   |   |
| République centrafricaine | 1 |   |   |   |   |   |
| République de Moldova | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| République démocratiquepopulaire lao | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| République démocratique du Congo | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| République dominicaine | 1 | Oui | √ | 150 000 | 129 825 | 30 000 |
| République populaire démocratique de Corée | 1 | Oui | √ |   |   |   |
| République unie de Tanzanie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Rwanda | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Sainte-Lucie | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Samoa | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Sao Tomé-et-Principe | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Sénégal | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Serbie | 1 |   |   | 150 000 |   |   |
| Seychelles | 1 | Oui | √ | 95 000 |   |   |
| Sierra Leone | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Somalie | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Soudan | 1 |   |   | 150 000 |   | 30 000 |
| Soudan du Sud | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Sri Lanka | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Suriname | 1 |   |   | 95 000 |   |   |
| Tchad | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Thaïlande | 1 |   |   | 250 000 | 183 514 | 30 000 |
| Timor-Leste | 1 |   |   | 50 000 |   |   |
| Togo | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Tonga | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Trinité-et-Tobago | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Tunisie | 1 | Oui | En instance | 150 000 |   |   |
| Turkménistan | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Turquie | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Tuvalu | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Uruguay | 1 | Oui | √ | 150 000 |   |   |
| Vanuatu | 1 | Oui | √ | 50 000 |   |   |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 1 |   |   | 250 000 |   |   |
| Viet Nam | 1 | Oui | √ | 249 238 |   |   |
| Yémen | 1 |   |   |   |   |   |
| Zambie | 1 | Oui | En instance | 95 000 |   |   |
| Zimbabwe | 1 |   |   | 150 000 | 426 954 | 30 000 |
| **Total** |  |  |  | **18 494 254** | **13 880 307** | **433 637** |

**Annexe II**

**ANALYSE DU RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL DU FONDS MULTILATÉRAL
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

# Cette annexe comprend les deux parties suivantes :

## Partie I : Projets approuvés au titre des contributions régulières au Fonds multilatéral.

## Partie II : Projets approuvés au titre des contributions supplémentaires volontaires en soutien au démarrage rapide de la réduction progressive des HFC.

PartIE I : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES AU FONDS MULTILATÉRAL

# Le Comité exécutif a approuvé la somme de 3,78 milliards $US[[14]](#footnote-14) pour les agences bilatérales et d’exécution, comme indiqué dans le tableau 1. Deux cent vingt-neuf nouveaux projets et activités ont été approuvés en 2020. Ce niveau de financement devrait mener à l’élimination de 469 653 tonnes PAO de consommation et de production de SAO.

**Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2020 ($US)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Secteur** | **PNUD** | **PNUE** | **ONUDI** | **Banque mondiale** | **Bilatérales** | **Total** |
| Aérosols | 26 054 837 | 882 689 | 34 413 701 | 22 984 030 | 2 051 914 | 86 387 171 |
| Destruction | 3 606 279 | 190 040 | 3 805 540 | 400 000 | 1 526 282 | 9 528 141 |
| Mousses | 173 331 512 | 0 | 89 105 490 | 136 339 172 | 8 093 731 | 406 869 904 |
| Halons | 4 996 973 | 767 640 | 1 780 369 | 70 221 038 | 6 147 361 | 83 913 381 |
| Fumigènes | 20 081 241 | 2 614 366 | 78 028 741 | 5 837 887 | 18 226 925 | 124 789 159 |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 139 440 | 2 341 168 | 0 | 2 480 608 |
| Autre | 0 | 0 | 11 317 246 | 5 059 360 | 0 | 16 376 606 |
| Plan d’élimination | 361 740 925 | 64 903 487 | 353 091 265 | 202 645 157 | 68 211 986 | 1 050 592 821 |
| Agents de transformation | 1 286 923 | 0 | 6 337 359 | 114 342 497 | 0 | 121 966 779 |
| Production | 1 056 000 | 0 | 51 128 201 | 378 930 190 | 10 000 000 | 441 114 391 |
| Réfrigération | 139 603 919 | 13 872 913 | 182 191 775 | 180 259 970 | 40 910 116 | 556 838 693 |
| Plusieurs | 65 479 103 | 263 992 288 | 19 287 372 | 28 969 731 | 4 759 718 | 382 488 212 |
| Solvants | 63 699 997 | 198 860 | 23 247 443 | 10 237 394 | 2 512 738 | 99 896 432 |
| Stérilisants | 417 628 | 0 | 0 | 661 227 | 0 | 1 078 855 |
| **Total partiel** | **861 355 337** | **347 422 283** | **853 873 942** | **1 159 228 820** | **162 440 770** | **3 384 321 153** |
| Coûts d’appui aux agences | 117 625 135 | 28 796 104 | 112 890 657 | 120 209 090 | 15 565 729 | 395 086 716 |
| **Total** | **978 980 472** | **376 218 388** | **966 764 599** | **1 279 437 910** | **178 006 500** | **3 779 407 869** |

# Le tableau 2 présente un sommaire de l’état des projets mis en œuvre, par catégorie.

**Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets, par catégorie**

| **Type** | **Nombre de projets\*** | **Financement ($US)\*\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **%** **d’achève-ment** | **Approuvé** | **Décaissé**  | **Solde** | **%** **de décais-sement** |
| Programme de pays | 165 | 165 | 100 | 7 266 559 | 7 266 559 | 0 | 100 |
| Démonstration | 134 | 132 | 99 | 61 469 136 | 59 959 388 | 1 509 748 | 98 |
| Renforcement des institutions | 1 292 | 1 133 | 88 | 151 925 702 | 133 850 407 | 18 075 295 | 88 |
| Investissement | 3 126 | 2 864 | 92 | 2 686 202 301 | 2 533 551 604 | 152 650 697 | 94 |
| Préparation de projet | 1 751 | 1 629 | 93 | 87 749 694 | 84 021 589 | 3 728 105 | 96 |
| Assistance technique | 1 872 | 1 586 | 85 | 363 900 998 | 311 840 877 | 52 060 121 | 86 |
| Projets de formation | 324 | 324 | 100 | 25 806 763 | 25 806 763 | 0 | 100 |
| **Total** | **8 664** | **7 833** | **90** | **3 384 321 153** | **3 156 297 187** | **228 023 965** | **93** |

\*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

\*\* Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

# Le tableau 3 présente un aperçu de l’état de la mise en œuvre des projets par année.[[15]](#footnote-15) Une somme de 3,16 milliards $US sur les 3,38 milliards $US approuvés (ne comprenant pas 78,64 millions $US décaissés en 2020) a été décaissée. Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2007 ont été achevés. Les projets approuvés (d’investissement et ne portant pas sur des investissements) ont mené à l’élimination de 494 568 tonnes PAO[[16]](#footnote-16) de consommation et de production de substances réglementées. Des projets d’investissement représentant la somme d’environ 2,32 milliards $US ont été achevés au 31 décembre 2020, entraînant l’élimination permanente de 475 913 tonnes PAO de substances réglementées pour un taux d’efficacité global de 4,87 $US/kg PAO éliminé.

**Tableau 3. État de la mise en œuvre des projets, par année**

| **Année** | **Nombre de projets\*** | **Financement ($US)\*\*** |
| --- | --- | --- |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achèvement** | **Approuvé** | **Décaissé** | **Solde** | **% de décaissement** |
| 1991 | 68 | 68 | 100 | 7 950 771 | 7 950 771 | 0 | 100 |
| 1992 | 176 | 176 | 100 | 41 261 376 | 41 261 376 | 0 | 100 |
| 1993 | 217 | 217 | 100 | 73 198 586 | 73 198 586 | 0 | 100 |
| 1994 | 379 | 379 | 100 | 128 630 290 | 128 630 290 | 0 | 100 |
| 1995 | 355 | 355 | 100 | 111 188 309 | 111 188 309 | 0 | 100 |
| 1996 | 257 | 257 | 100 | 83 813 027 | 83 813 027 | 0 | 100 |
| 1997 | 532 | 532 | 100 | 154 314 938 | 154 314 940 | -1 | 100 |
| 1998 | 422 | 422 | 100 | 99 680 368 | 99 680 367 | 1 | 100 |
| 1999 | 546 | 546 | 100 | 152 710 736 | 152 710 736 | 0 | 100 |
| 2000 | 426 | 426 | 100 | 109 540 523 | 109 540 522 | 1 | 100 |
| 2001 | 427 | 427 | 100 | 130 139 750 | 130 139 751 | -1 | 100 |
| 2002 | 358 | 358 | 100 | 162 045 816 | 162 045 815 | 1 | 100 |
| 2003 | 247 | 247 | 100 | 157 043 468 | 157 043 468 | 0 | 100 |
| 2004 | 271 | 271 | 100 | 162 388 007 | 162 388 008 | 0 | 100 |
| 2005 | 255 | 255 | 100 | 180 276 023 | 180 276 022 | 1 | 100 |
| 2006 | 261 | 261 | 100 | 120 848 004 | 120 762 417 | 85 586 | 100 |
| 2007 | 213 | 213 | 100 | 120 144 867 | 120 084 048 | 60 820 | 100 |
| 2008 | 354 | 353 | 100 | 121 900 010 | 121 871 235 | 28 775 | 100 |
| 2009 | 320 | 318 | 99 | 73 793 821 | 73 075 355 | 718 466 | 99 |
| 2010 | 227 | 223 | 98 | 84 438 275 | 83 387 745 | 1 050 530 | 99 |
| 2011 | 264 | 263 | 100 | 201 999 135 | 198 222 122 | 3 777 013 | 98 |
| 2012 | 182 | 167 | 92 | 101 122 995 | 97 886 875 | 3 236 121 | 97 |
| 2013 | 184 | 179 | 97 | 125 617 302 | 124 063 191 | 1 554 110 | 99 |
| 2014 | 223 | 202 | 91 | 92 524 185 | 89 430 544 | 3 093 641 | 97 |
| 2015 | 379 | 340 | 90 | 160 139 228 | 141 762 893 | 18 376 335 | 89 |
| 2016 | 240 | 179 | 75 | 115 422 196 | 91 695 424 | 23 726 773 | 79 |
| 2017 | 125 | 77 | 62 | 64 220 346 | 56 371 561 | 7 848 785 | 88 |
| 2018 | 271 | 104 | 38 | 122 853 364 | 56 425 190 | 66 428 174 | 46 |
| 2019 | 226 | 17 | 8 | 53 217 538 | 11 538 883 | 41 678 655 | 22 |
| 2020 | 259 | 1 | 0 | 71 897 896 | 15 537 716 | 56 360 180 | 22 |
| **Total** | **8 664** | **7 833** | **90** | **3 384 321 153** | **3 156 297 187** | **228 023 965** | **93** |

\* Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

\*\* Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

PROJETS ACHEVÉS[[17]](#footnote-17)

# Au total, 99,7 p. cent des sommes approuvées pour les projets d’investissement achevés ont été décaissées.[[18]](#footnote-18)

**Projets d’investissement achevés**

# Le tableau 4 présente des informations sur les projets d’investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

**Tableau 4. Cumul des projets d’investissement achevés**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Consomma-tion (tonnes PAO éliminées\*)**  | **Production (tonnes PAO éliminées\*)** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et l’achèvement** | **Rapport coût-efficacité global pour le Fonds ($US/kg)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **2 864** | **2 319 105 803** | **100** | **271 724** | **204 189** | **14** | **37** | **4,87**  |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Afrique | 486 | 163 268 189 | 100 | 18 286 | 0 | 12 | 39 | 8,93  |
| Asie et Pacifique | 1 525 | 1 681 472 968 | 100 | 210 775 | 184 239 | 16 | 37 | 4,26  |
| Europe | 150 | 71 853 737 | 100 | 8 048 | 175 | 10 | 34 | 8,74  |
| Amérique latine et Caraïbes | 703 | 402 510 909 | 99 | 34 614 | 19 775 | 14 | 37 | 7,40  |
| Mondial | S.o. | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Secteur** |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Aérosols | 127 | 82 517 299 | 100 | 27 449 | 0 | 16 | 43 | 3,01  |
| Destruction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 1 003 | 376 083 231 | 100 | 69 420 | 0 | 15 | 34 | 5,42  |
| Fumigènes | 123 | 99 900 005 | 100 | 7 993 | 0 | 10 | 49 | 12,50  |
| Halons | 39 | 71 476 177 | 100 | 42 111 | 41 958 | 17 | 30 | 0,85  |
| Multiples secteurs | 4 | 2 287 376 | 100 | 419 | 0 | 28 | 78 | 5,46  |
| Autre | 8 | 16 059 360 | 100 | 1 574 | 0 | 12 | 20 | 10,20  |
| Plan d’élimination | 722 | 600 658 874 | 99 | 51 507 | 10 988 | 12 | 40 | 9,61  |
| Agent de transformation | 30 | 120 252 627 | 100 | 19 573 | 52 162 | 10 | 27 | 1,68  |
| Production | 61 | 414 398 882 | 100 | 0 | 99 081 | 9 | 19 | 4,18  |
| Réfrigération | 616 | 440 046 314 | 100 | 44 334 | 0 | 16 | 39 | 9,93  |
| Solvants | 128 | 94 351 804 | 100 | 7 285 | 0 | 19 | 32 | 12,95  |
| Stérilisants | 3 | 1 073 855 | 100 | 60 | 0 | 15 | 34 | 17,78  |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |
| Mise en œuvre par l’agence | 1 774 | 832 724 855 | 100 | 94 262 | 17 381 | 11 | 35 | 7,46  |
| Mise en œuvre par le pays | 1 090 | 1 486 380 948 | 100 | 177 462 | 186 808 | 20 | 40 | 4,08  |
| **Mode de décaissement**  |
| Au cours de la mise en œuvre  | 2 753 | 2 004 358 631 | 100 | 264 841 | 199 719 | 14 | 38 | 4,31  |
| Après la mise en œuvre  | 50 | 17 166 608 | 100 | 2 512 | 0 | 23 | 25 | 6,83  |
| Financement rétroactif | 37 | 14 635 851 | 100 | 2 100 | 500 | 15 | 11 | 5,63  |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 24 | 282 944 713 | 100 | 2 270 | 3 970 | 8 | 51 | 45,34  |

\*Ne comprend pas les projets fermés et transférés.

Projets ne portant pas sur des investissements achevés

# Le tableau 5 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 340 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 526,93 millions $US.

**Tableau 5. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés**

| **Élément** | **Nombre de projets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **Pourcentage des sommes décaissées (%)** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation et le premier décaissement** | **Nombre moyen de mois entre l’approbation et l’achèvement** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | 3 340 | 526 930 493 | 99 | 12 | 38 |
| **Région** |  |  |  |  |   |
| Afrique | 1 014 | 87 524 624 | 99 | 11 | 38 |
| Asie et Pacifique | 1 003 | 150 297 520 | 99 | 13 | 40 |
| Europe | 219 | 20 783 266 | 100 | 9 | 33 |
| Amérique latine et Caraïbes | 794 | 93 971 221 | 99 | 13 | 41 |
| Mondial | 310 | 174 353 862 | 97 | 6 | 23 |
| **Secteur** |  |  |  |  |   |
| Aérosols | 31 | 2 461 265 | 100 | 11 | 36 |
| Destruction | 16 | 7 205 265 | 100 | 11 | 63 |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| Mousses | 34 | 10 738 870 | 98 | 14 | 36 |
| Fumigènes | 137 | 21 224 434 | 100 | 9 | 39 |
| Halons | 82 | 11 238 156 | 100 | 17 | 44 |
| Multiples secteurs | 1 | 53 792 | 100 | 56 | 58 |
| Autre | 1 | 76 499 | 100 | 7 | 38 |
| Plan d’élimination | 564 | 55 302 572 | 98 | 13 | 41 |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| Production | 1 | 40 000 | 100 | 4 | 4 |
| Réfrigération | 638 | 91 902 739 | 99 | 16 | 50 |
| Plusieurs | 1 801 | 323 288 119 | 98 | 10 | 32 |
| Solvants | 34 | 3 398 782 | 100 | 11 | 27 |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |  |  |  |  |   |
| Mise en œuvre par l’agence | 2 724 | 398 241 985 | 98 | 11 | 37 |
| Mise en œuvre par le pays | 616 | 128 688 508 | 99 | 14 | 41 |
| **Mode de décaissement** |  |  |  |  |   |
| Au cours de la mise en œuvre  | 3 306 | 515 024 296 | 99 | 12 | 38 |
| Après la mise en œuvre  | 26 | 2 325 462 | 100 | 14 | 21 |
| Financement rétroactif | 1 | 146 698 | 100 | 3 | 83 |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 7 | 9 434 037 | 100 | 7 | 38 |

# Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « plusieurs » (1 801 sur 3 340) pour lesquels le délai moyen d’achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de quatre à 63 mois suivant leur approbation.

# Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l’agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n’exige habituellement pas d’accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (41 mois).

**PROJETS EN COURS**

## **Projets d’investissement en cours**

# Le tableau 6 présente les informations sur l’état des projets d’investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

**Tableau 6. Cumul des projets d’investissement en cours**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajuste-ments ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Nombre de projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen** **de mois** **entre l’approba-tion****et l’achève-ment prévu** | **Durée moyenne du retard dans l’achève-ment prévu du projet** | **Rapport de coût-efficacité global pour le Fonds ($US/kg)\*** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **262** | **350 726 061** | **59** | **156** | **60** | **11** | **54** | **32** | **50,01** |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Afrique | 80 | 30 647 500 | 34 | 50 | 63 | 11 | 56 | 28 | 84,01 |
| Asie et Pacifique | 102 | 282 482 116 | 64 | 62 | 61 | 11 | 60 | 44 | 46,18 |
| Europe | 21 | 5 143 646 | 29 | 12 | 57 | 8 | 44 | 29 | 86,30 |
| Amérique latine et Caraïbes | 59 | 32 452 799 | 38 | 32 | 54 | 10 | 45 | 20 | 68,65 |
| Mondial | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Secteur** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |
| Aérosols | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Destruction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 3 | 3 573 740 | 68 | 3 | 100 | 10 | 94 | 72 | 73,53 |
| Fumigènes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Halons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Plan d’élimination | 252 | 317 825 367 | 57 | 149 | 59 | 11 | 53 | 30 | 47,13 |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Production | 3 | 25 273 058 | 79 | 2 | 67 | 12 | 54 | 36 | S.o. |
| Réfrigération | 4 | 4 053 896 | 73 | 2 | 50 | 7 | 97 | 71 | 18,34 |
| Solvants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |
| Mise en œuvre par l’agence | 183 | 216 878 898 | 58 | 126 | 69 | 10 | 60 | 33 | 47,57 |
| Mise en œuvre par le pays | 79 | 133 847 163 | 60 | 30 | 38 | 13 | 40 | 25 | 54,53 |
| **Mode de décaissement**  |
| Au cours de la mise en œuvre  | 248 | 163 326 691 | 37 | 142 | 57 | 11 | 53 | 30 | 36,02 |
| Après la mise en œuvre  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Financement rétroactif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. | S.o. |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 14 | 187 399 370 | 77 | 14 | 100 | 10 | 80 | 53 | 75,60 |

\*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

# Deux cent soixante-deux projets d’investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 350,72 millions $US. Environ 59 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen des projets d’investissement en cours est de 50,01 $US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 11 mois. La durée moyenne d’un projet d’investissement en cours est de 54 mois. De façon générale, les projets d’investissement sont menés à terme 32 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

**Projets ne portant pas sur des investissements en cours**

# Le tableau 7 présente des informations sur l’état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

**Tableau 7. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours**

| **Élément** | **Nombredeprojets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **% des sommes décaissées** | **Nombre de projets dans lesquels il y a décaisse-ment** | **Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et le premierdécaissement** | **Nbre moyen de mois entre l’approbation****et l’achèvement prévu** | **Durée moyenne du retard dans l’achèvement prévu du projet** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **TOTAL** | **447** | **81 990 312** | **22** | **210** | **47** | **12** | **38** | **11** |
| **Région** |  |  |  |  |  |  |   |   |
| Afrique | 126 | 14 065 461 | 18 | 47 | 37 | 15 | 34 | 8 |
| Asie et Pacifique | 180 | 36 612 607 | 25 | 92 | 51 | 11 | 42 | 12 |
| Europe | 27 | 2 669 826 | 36 | 13 | 48 | 7 | 30 | 5 |
| Amérique latine et Caraïbes | 109 | 17 859 980 | 29 | 57 | 52 | 13 | 40 | 13 |
| Mondial | 5 | 10 782 438 | 1 | 1 | 20 | 14 | 20 | 7 |
| **Secteur** |  |  |  |  |  |  |   |   |
| Aérosols | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Destruction | 1 | 1 490 600 | 89 | 1 | 100 | 13 | 103 | 59 |
| Lutte contre les incendies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Mousses | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Fumigènes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Halons | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Multiples secteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Plan d’élimination | 253 | 42 905 669 | 21 | 103 | 41 | 13 | 40 | 10 |
| Agent de transformation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Production | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Réfrigération | 1 | 808 438 | 13 | 1 | 100 | 14 | 49 | 36 |
| Plusieurs | 192 | 36 785 605 | 20 | 105 | 55 | 12 | 35 | 11 |
| Solvants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Stérilisants | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| **Caractéristiques de la mise en œuvre**  |
| Mise en œuvre par l’agence | 362 | 57 196 445 | 20 | 161 | 44 | 13 | 39 | 11 |
| Mise en œuvre par le pays | 85 | 24 793 867 | 26 | 49 | 58 | 9 | 38 | 10 |
| **Mode de décaissement** |
| Au cours de la mise en œuvre  | 446 | 81 491 112 | 21 | 209 | 47 | 12 | 38 | 11 |
| Après la mise en œuvre  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Financement rétroactif | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | S.o. | S.o. | S.o. |
| Du pays aux bénéficiaires finaux | 1 | 499 200 | 98 | 1 | 100 | 9 | 36 | 12 |

# Quatre cent quarante-sept projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 81,99 millions $US, et 22 p. cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l’approbation et le premier décaissement est de 12 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 38 mois, en moyenne, après la date d’approbation, ce qui représente un retard de 11 mois.

PROJETS FERMÉS

# Le tableau 8 présente un sommaire des projets fermés.

Tableau 8. Sommaire des projets fermés

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Agence**  | **Nombre de projets** | **Sommes approuvées plus les rajustements ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** | **Solde ($US)** | **Consomma-tion PAO à éliminer** | **Consomma-tion PAO éliminée** |
| PNUD | 81 | 6 895 392 | 6 895 392 | 0 | 673 | 636 |
| PNUE | 14 | 21 000 | 21 000 | 0 | 12 | 12 |
| ONUDI | 67 | 6 347 808 | 6 347 806 | 1 | 1 808 | 367 |
| Banque mondiale | 95 | 1 373 519 | 1 373 519 | 0 | 657 | 581 |
| Bilatérales | 17 | 227 901 | 227 901 | 0 | 223 | 0 |
| **Total** | **274** | **14 865 620** | **14 865 618** | **1** | **3 373** | **1 595** |

ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

# Le tableau 9 présente un sommaire des projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières.

**Tableau 9. Projets en lien avec les HFC approuvés au titre des contributions régulières**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| **Approuvés** | **Achevés** | **%** **d’achèvement** | **Approuvé** | **Décaissé** | **Solde** | **% de** **décaissement** |
| Investissement\*\* | 8 | 5 | 63 | 5 377 447 | 4 262 650 | 1 114 797 | 79 |
| Préparation de projet | 3 | 2 | 67 | 159 816 | 129 510 | 30 306 | 81 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 29 | 0 | 0 | 3 340 000 | 1 040 636 | 2 299 364 | 31 |
| **Total** | **40** | **7** | **18** | **8 877 263** | **5 432 795** | **3 444 468** | **61** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

# \*\* 320,9 tm (500 994 tm d’éq-CO2) de 335,4 mt (521 729 tm d’éq-CO2) de HFC ont été éliminées.

# Quarante projets portant sur les HFC (huit projets d’investissement, trois préparations de propositions de projet et 29 activités de facilitation) ont été approuvés au titre des contributions régulières pour la somme totale de 8 877 263 $US, pour lesquels la somme de 5 432 795 $US a déjà été décaissée.

# Parmi ces 40 projets, cinq projets d’investissement et deux préparations de proposition de projet sont déjà achevés. La prorogation de la date d’achèvement de 29 activités de facilitation a été approuvée. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées en 2021 et 2022. Les trois projets d’investissement en cours restants devraient être achevés de 2022 à 2023, et la dernière préparation de projet devraient être menée à terme en 2022.

# **PartIE II : PROJETS APPROUVÉS AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLÉMENTAIRES VOLONTAIRES POUR LE SOUTIEN AU DÉMARRAGE RAPIDE DE LA RÉDUCTION PROGRESSIVE DES HFC**

# Le Comité avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2020, pour la somme de 23,93 millions $US (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences). Le tableau 10 résume l’état de ces projets.

# **Tableau 10. État des projets en lien avec les HFC à la fin de 2020**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Nombre de projets** | **Financement ($US)\*** |
| **Approuvés** | **Achevés** | **% d’achè-vement** | **Approuvé** | **Décaissé** | **Solde** | **% de décaissement** |
| Investissement\*\* | 6 | 2 | 33 | 8 502 860 | 6 266 199 | 2 236 661 | 74 |
| Préparation de projet | 10 | 10 | 100 | 273 821 | 214 900 | 58 921 | 78 |
| Assistance technique, activités de facilitation | 128 | 22 | 17 | 15 154 254 | 9 842 553 | 5 311 701 | 65 |
| **Total** | **144** | **34** | **24** | **23 930 935** | **16 323 651** | **7 607 284** | **68** |

\*Ne comprend pas les coûts d’appui aux agences.

\*\* 443,1 tm (678 661 tm d’éq-CO2) de 754,5 tm (1 108 442 tm d’éq-CO2) de HFCs ont été éliminées.

# Deux projets d’investissement, dix activités de préparation de propositions de projet et 22 activités de facilitation parmi les 144 projets approuvés avaient été menés à terme à la fin de 2020. La prorogation des dates d’achèvement de 106 activités de facilitation en cours a été approuvée. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être menées à terme en 2021 et 2022.

# Les quatre projets d’investissement en cours restants devraient être achevés en 2021 et 2022. Une part cumulative de 16 323 651 $US des 23 930 935 $US approuvés a été décaissée (ne comprenant pas les coûts d’appui aux agences), ce qui représente un taux de décaissement de 68 p. cent.

Appendice I

MISE EN ŒUVRE DES PROJETS EN 2020, PAR PAYS

| **Pays** | **Élimination en 2020** | **Pourcentage de l’élimination prévue réalisée en 2020** | **Estimation des sommes décaissées en 2020 ($US)** | **Sommes décaissées en 2020 ($US)** | **Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l’estimation en 2020** | **Pourcentage des projets prévus** **achevé en 2020** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan | 0,2 | 0 | 153 693 | 189 669 | 123 | 50 |
| Afrique du Sud | 0,0 |   | 163 300 | 119 458 | 73 | 25 |
| Albanie | 0,0 |   | 105 203 | 87 049 | 83 | 100 |
| Algérie | 0,0 |   | 187 220 | 56 864 | 30 | 0 |
| Angola | 0,0 |   | 206 137 | 119 673 | 58 | 0 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0 |   | 37 812 | 188 | 0 | 0 |
| Arabie saoudite | 19,0 |   | 911 624 | 863 317 | 95 | 67 |
| Argentine | 4,7 | 100 | 796 989 | 874 747 | 110 | 75 |
| Arménie | 0,0 |   | 110 545 | 141 250 | 128 | 100 |
| Bahamas  | 0,0 | 0 | 139 847 | 94 603 | 68 | 50 |
| Bahreïn | 0,0 |   | 73 621 | 118 525 | 161 | 100 |
| Bangladesh | 0,0 |   | 705 387 | 7 532 | 1 |   |
| Barbade | 0,0 |   | 33 081 | 62 185 | 188 | 100 |
| Belize | 0,0 |   | 10 000 | 47 850 | 479 | 100 |
| Bénin | 0,0 | 0 | 75 651 | 107 992 | 143 | 100 |
| Bhoutan | 0,0 |   | 125 407 | 66 784 | 53 |   |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,5 |   | 81 216 | 46 152 | 57 | 50 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,0 |   | 99 500 | 95 096 | 96 | 0 |
| Botswana | 0,0 | 0 | 212 818 | 116 557 | 55 | 0 |
| Brésil | 20,0 | 0 | 6 784 746 | 3 110 462 | 46 | 50 |
| Brunei Darussalam | 0,2 | 20 | 10 493 | 122 512 | 1168 | 67 |
| Burkina Faso | 0,0 |   | 124 565 | 130 257 | 105 |   |
| Burundi | 0,0 | 0 | 26 000 | 117 455 | 452 | 50 |
| Cabo Verde | 0,0 | 0 | 0 | 58 808 |  Over | 67 |
| Cambodge | 0,0 |   | 150 186 | 174 782 | 116 |   |
| Cameroun | 0,1 |   | 73 651 | 34 355 | 47 |   |
| Chili | 5,7 | 0 | 609 674 | 441 788 | 72 | 0 |
| Chine | 831,5 | 6 | 23 648 546 | 33 865 817 | 143 | 27 |
| Colombie | 26,0 | 13 | 964 254 | 392 820 | 41 | 60 |
| Comores  | 0,0 |   | 72 952 | 96 709 | 133 | 100 |
| Congo  | 0,0 | 0 | 85 250 | 88 165 | 103 | 0 |
| Costa Rica | 3,5 |   | 222 542 | 164 696 | 74 | 100 |
| Côte d'Ivoire | 0,1 |   | 209 446 | 33 810 | 16 |   |
| Cuba | 3,2 |   | 223 459 | 289 759 | 130 | 50 |
| Djibouti | 0,0 |   | 50 846 | 0 | 0 | 0 |
| Dominique | 0,0 |   | 96 875 | 24 546 | 25 | 33 |
| Égypte | 23,1 | 29 | 3 415 272 | 2 307 883 | 68 | 0 |
| El Salvador | 0,0 | 0 | 288 824 | 104 405 | 36 | 50 |
| Équateur | 7,7 | 0 | 315 725 | 216 835 | 69 | 100 |
| Érythrée | 0,0 |   | 29 600 | 89 | 0 | 100 |
| Eswatini (Royaume d’) | 0,0 |   | 64 000 | 45 000 | 70 |   |
| Éthiopie | 0,0 | 0 | 119 545 | 50 000 | 42 | 0 |
| Fidji | 0,0 | 0 | 77 896 | 75 280 | 97 | 67 |
| Gabon | 0,0 |  | 127 004 | 152 124 | 120 | 100 |
| Gambie | 0,0 | 0 | 52 585 | 29 693 | 56 | 75 |
| Géorgie | 0,7 |   | 72 547 | 30 189 | 42 | 0 |
| Ghana | 8,5 | 61 | 172 597 | 180 932 | 105 | 75 |
| Grenade | 0,0 | 0 | 48 559 | 1 919 | 4 | 33 |
| Guatemala | 0,8 | 0 | 100 047 | 136 679 | 137 | 50 |
| Guinée | 0,0 |   | 33 698 | 94 930 | 282 | 100 |
| Guinée équatoriale | 0,0 | 0 | 92 655 | 146 301 | 158 | 50 |
| Guinée-Bissau | 0,0 |   | 76 982 | 42 549 | 55 | 67 |
| Guyana | 0,0 |   | 140 679 | 0 | 0 | 100 |
| Haïti | 0,2 |   | 117 329 | 97 061 | 83 | 0 |
| Honduras | 0,0 | 0 | 208 399 | 137 145 | 66 | 80 |
| Îles Cook | 0,0 |   | 51 038 | 79 492 | 156 | 50 |
| Îles Marshall | 0,0 | 0 | 92 885 | 42 120 | 45 | 50 |
| Îles Salomon | 0,0 | 0 | 81 189 | 39 676 | 49 | 50 |
| Inde | 103,8 | 100 | 7 163 568 | 5 858 631 | 82 | 67 |
| Indonésie | 0,0 | 0 | 1 581 315 | 819 584 | 52 | 60 |
| Iran (République islamique d’) | 17,3 | 0 | 2 129 546 | 1 410 533 | 66 | 0 |
| Iraq | 0,0 | 0 | 1 039 828 | 206 524 | 20 | 14 |
| Jamaïque | 0,0 | 0 | 145 079 | 65 089 | 45 | 67 |
| Jordanie | 118,7 | 0 | 1 384 134 | 1 486 516 | 107 | 50 |
| Kenya | 0,0 |   | 277 152 | 189 179 | 68 | 0 |
| Kirghizistan | 0,5 | 71 | 143 942 | 117 140 | 81 | 67 |
| Kiribati | 0,0 |   | 67 519 | 22 429 | 33 | 0 |
| Koweït | 0,0 |   | 3 774 091 | 3 094 632 | 82 | 0 |
| Lesotho | 0,0 |   | 81 400 | 74 366 | 91 | 50 |
| Liban | 6,3 |   | 249 574 | 420 099 | 168 | 100 |
| Libéria | 0,0 |   | 74 629 | 108 527 | 145 |   |
| Libye | 0,0 |   | 171 004 | 92 179 | 54 | 0 |
| Macédoine du Nord | 0,1 |   | 75 001 | 115 312 | 154 |   |
| Madagascar | 0,0 | 0 | 124 340 | 121 783 | 98 | 100 |
| Malaisie | 10,0 |   | 634 368 | 834 646 | 132 |   |
| Malawi | 0,0 | 0 | 45 360 | 34 190 | 75 | 100 |
| Maldives | 0,0 |   | 72 023 | 37 560 | 52 | 100 |
| Mali | 0,0 |   | 69 630 | 110 | 0 | 0 |
| Maroc | 0,0 |   | 122 000 | 85 655 | 70 | 100 |
| Maurice | 0,0 |   | 153 929 | 181 513 | 118 |   |
| Mauritanie | 0,0 |   | 186 500 | 135 000 | 72 | 50 |
| Mexique | 84,8 | 0 | 2 665 699 | 1 176 965 | 44 | 33 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,0 | 0 | 69 223 | 61 745 | 89 | 50 |
| Mongolie | 0,0 | 0 | 120 341 | 91 909 | 76 | 100 |
| Monténégro | 0,0 |   | 30 001 | 53 352 | 178 | 100 |
| Mozambique | 0,0 |   | 115 183 | 124 079 | 108 | 0 |
| Myanmar | 0,0 | 0 | 189 022 | 46 069 | 24 | 33 |
| Namibie | 0,0 | 0 | 134 672 | 64 231 | 48 | 50 |
| Nauru | 0,0 |   | 25 122 | 17 185 | 68 | 0 |
| Népal | 0,0 |   | 115 899 | 128 247 | 111 | 100 |
| Nicaragua | 0,8 | 0 | 123 494 | 117 532 | 95 | 67 |
| Niger  | 0,0 |   | 129 500 | 3 747 | 3 | 50 |
| Nigeria | 5,2 | 10 | 1 093 923 | 712 562 | 65 | 17 |
| Nioué | \*0,0 |   | 61 600 | 31 035 | 50 | 0 |
| Oman | 0,0 | 0 | 181 970 | 107 989 | 59 | 0 |
| Ouganda | 0,0 |   | 60 126 | 54 464 | 91 | 75 |
| Pakistan | 0,0 |   | 1 940 520 | 408 396 | 21 | 0 |
| Palau | 0,0 | 0 | 80 086 | 5 299 | 7 | 100 |
| Panama | 1,4 | 16 | 321 703 | 263 364 | 82 | 0 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,0 | 0 | 106 013 | 66 961 | 63 | 0 |
| Paraguay | 0,0 |   | 152 433 | 98 448 | 65 |   |
| Pérou | 0,0 |   | 256 036 | 250 765 | 98 |   |
| Philippines  | 0,0 |   | 334 920 | 344 917 | 103 |   |
| Qatar | 1,6 | 55 | 66 816 | 99 204 | 148 | 83 |
| République arabe syrienne | 0,0 |   | 48 001 | 635 147 | 1323 |  |
| République centrafricaine | 0,0 |   | 18 000 | 0 | 0 | 0 |
| République de Moldova | 0,0 |   | 118 765 | 80 147 | 67 |   |
| République démocratique du Congo | 0,0 |   | 83 819 | 39 900 | 48 | 33 |
| République démocratique populaire lao | 0,0 | 0 | 127 928 | 101 411 | 79 | 100 |
| République dominicaine | 0,0 | 100 | 338 354 | 339 888 | 100 | 50 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,0 |   | 4 | 21 485 | 537121 |   |
| République unie de Tanzanie | 0,0 | 0 | 110 243 | 29 225 | 27 | 33 |
| Rwanda | 0,2 | 25 | 115 331 | 82 680 | 72 | 75 |
| Sainte-Lucie | 0,0 | 0 | 117 100 | 71 968 | 61 | 25 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,0 | 0 | 72 300 | 0 | 0 | 0 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,0 |   | 114 750 | 130 676 | 114 | 33 |
| Samoa | 0,0 | 0 | 94 535 | 65 951 | 70 | 100 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,0 | 0 | 72 462 | 54 076 | 75 | 25 |
| Sénégal | 0,0 |   | 92 672 | 150 334 | 162 | 100 |
| Serbie | 0,0 |   | 135 323 | 70 271 | 52 | 50 |
| Seychelles | 0,0 |   | 52 800 | 41 661 | 79 | 0 |
| Sierra Leone | 0,0 |   | 80 822 | 132 565 | 164 | 67 |
| Somalie | 0,0 |   | 78 000 | 60 125 | 77 | 0 |
| Soudan | 0,0 |   | 763 145 | 267 969 | 35 | 0 |
| Soudan du Sud | 0,0 |   | 39 000 | 0 | 0 | 0 |
| Sri Lanka | 0,0 | 0 | 77 060 | 145 540 | 189 | 100 |
| Suriname | 0,1 | 0 | 66 210 | 75 433 | 114 | 33 |
| Tchad | 0,0 | 0 | 26 250 | 20 000 | 76 | 50 |
| Thaïlande | 0,0 |   | 458 737 | 0 | 0 | 0 |
| Timor-Leste | 0,0 |   | 170 312 | 60 942 | 36 | 100 |
| Togo | 3,6 |   | 185 577 | 230 590 | 124 | 100 |
| Tonga | 0,0 |   | 54 076 | 56 493 | 104 | 50 |
| Trinité-et-Tobago | 7,2 |   | 135 972 | 141 914 | 104 |   |
| Tunisie | 5,8 | 0 | 575 550 | 353 312 | 61 | 50 |
| Turkménistan | 0,0 |   | 44 000 | 65 628 | 149 | 100 |
| Turquie | 0,0 |   | 784 020 | 814 128 | 104 | 100 |
| Tuvalu | 0,0 |   | 67 598 | 2 590 | 4 | 0 |
| Uruguay | 1,0 | 100 | 308 885 | 319 339 | 103 | 100 |
| Vanuatu | 0,0 | 0 | 132 345 | 54 267 | 41 | 50 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,0 |   | 134 681 | 61 606 | 46 |   |
| Viet Nam | 0,0 | 0 | 1 867 212 | 428 133 | 23 | 0 |
| Yémen | 0,0 |   | 51 000 | 0 | 0 | 0 |
| Zambie | 0,0 | 0 | 81 405 | 88 280 | 108 | 100 |
| Zimbabwe | 0,0 |   | 266 813 | 152 122 | 57 |   |
| Mondial | 0,0 |   | 9 161 399 | 6 519 573 | 71 | 100 |
| Région : Asie-Pacifique | 0,0 |   | 329 144 | 99 972 | 30 | 100 |
| Région : EUR | 0,0 |   | 200 000 | 362 092 | 181 |   |
| **Total** | **1 324,1** | **19** | **89 353 425** | **78 639 627** | **88** | **51** |

\*203,5 tm (332 848 tm d’éq-CO2) ont été éliminées en 2020 dans des projets en lien avec les HFC.

Appendice II

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

| **Pays** | **Élimination approuvée (tonnes PAO)** | **Sommes approuvées ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** | **Solde ($US)** | **Sommes décaissées (%)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Afghanistan | 9,4 | 989 524 | 503 649 | 485 875 | 51 |
| Afrique du Sud | 100,3 | 6 354 796 | 5 001 143 | 1 353 653 | 79 |
| Albanie | 2,1 | 440 813 | 283 415 | 157 398 | 64 |
| Algérie | 13,5 | 1 808 804 | 1 192 850 | 615 954 | 66 |
| Angola | 5,6 | 625 726 | 506 636 | 119 090 | 81 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0 | 27 235 | 27 235 | 0 | 100 |
| Arabie saoudite | 353,5 | 9 411 617 | 7 128 373 | 2 283 244 | 76 |
| Argentine | 142,4 | 15 348 626 | 11 407 995 | 3 940 631 | 74 |
| Arménie | 3,5 | 678 536 | 616 775 | 61 761 | 91 |
| Bahamas  | 1,6 | 277 050 | 223 058 | 53 992 | 81 |
| Bahreïn | 9,4 | 993 125 | 813 126 | 179 999 | 82 |
| Bangladesh | 32,3 | 4 052 216 | 1 550 586 | 2 501 630 | 38 |
| Barbade | 1,3 | 250 178 | 179 771 | 70 407 | 72 |
| Belize | 1,0 | 236 000 | 236 000 | 0 | 100 |
| Bénin | 8,3 | 565 828 | 565 819 | 9 | 100 |
| Bhoutan | 0,3 | 423 000 | 384 955 | 38 045 | 91 |
| Bolivie (État plurinational de) | 1,5 | 314 548 | 278 488 | 36 060 | 89 |
| Bosnie-Herzégovine | 6,6 | 908 645 | 851 833 | 56 812 | 94 |
| Botswana | 3,8 | 810 000 | 305 810 | 504 190 | 38 |
| Brésil | 485,9 | 41 750 640 | 30 549 019 | 11 201 621 | 73 |
| Brunei Darussalam | 1,8 | 475 100 | 268 860 | 206 240 | 57 |
| Burkina Faso | 3,9 | 628 630 | 557 072 | 71 558 | 89 |
| Burundi | 1,0 | 296 844 | 218 730 | 78 114 | 74 |
| Cabo Verde | 0,1 | 159 834 | 143 834 | 16 000 | 90 |
| Cambodge | 2,9 | 1 150 000 | 1 006 157 | 143 843 | 87 |
| Cameroun | 26,8 | 1 654 770 | 1 190 130 | 464 640 | 72 |
| Chili | 72,5 | 5 132 478 | 3 843 194 | 1 289 284 | 75 |
| Chine | 5 267,3 | 396 859 178 | 342 557 083 | 54 302 095 | 86 |
| Colombie | 189,2 | 11 706 162 | 9 396 862 | 2 309 300 | 80 |
| Comores | 0,0 | 143 777 | 128 464 | 15 313 | 89 |
| Congo  | 3,6 | 313 626 | 240 222 | 73 404 | 77 |
| Costa Rica | 19,6 | 1 341 299 | 1 135 110 | 206 189 | 85 |
| Côte d'Ivoire | 22,3 | 1 638 362 | 657 767 | 980 595 | 40 |
| Croatie | 8,1 | 804 104 | 804 104 | 0 | 100 |
| Cuba | 19,3 | 2 007 527 | 1 685 206 | 322 321 | 84 |
| Djibouti | 0,2 | 143 500 | 99 500 | 44 000 | 69 |
| Dominique | 0,1 | 148 050 | 10 026 | 138 024 | 7 |
| Égypte | 281,7 | 19 971 454 | 9 770 055 | 10 201 398 | 49 |
| El Salvador | 8,8 | 1 072 601 | 884 745 | 187 856 | 82 |
| Équateur | 28,0 | 2 681 406 | 2 050 936 | 630 469 | 76 |
| Érythrée | 0,4 | 209 559 | 188 559 | 21 000 | 90 |
| Eswatini (Royaume d’) | 8,3 | 971 931 | 821 931 | 150 000 | 85 |
| Éthiopie | 1,9 | 314 771 | 182 191 | 132 580 | 58 |
| Fidji | 2,0 | 315 000 | 259 289 | 55 711 | 82 |
| Gabon | 10,6 | 480 883 | 396 423 | 84 460 | 82 |
| Gambie | 0,6 | 399 497 | 178 776 | 220 721 | 45 |
| Géorgie | 2,3 | 500 900 | 368 329 | 132 571 | 74 |
| Ghana | 26,3 | 1 356 311 | 1 180 952 | 175 359 | 87 |
| Grenade | 0,3 | 189 000 | 174 389 | 14 611 | 92 |
| Guatemala | 5,1 | 597 663 | 366 544 | 231 119 | 61 |
| Guinée | 2,6 | 523 053 | 298 053 | 225 000 | 57 |
| Guinée équatoriale | 0,9 | 249 962 | 238 600 | 11 361 | 95 |
| Guinée-Bissau | 1,0 | 278 999 | 221 035 | 57 963 | 79 |
| Guyana | 0,7 | 412 995 | 226 739 | 186 256 | 55 |
| Haïti | 0,4 | 167 119 | 105 093 | 62 027 | 63 |
| Honduras | 8,8 | 841 455 | 526 077 | 315 378 | 63 |
| Îles Cook | 0,0 | 264 050 | 73 750 | 190 300 | 28 |
| Îles Marshall | 0,2 | 187 200 | 86 545 | 100 655 | 46 |
| Îles Salomon | 1,8 | 466 250 | 148 250 | 318 000 | 32 |
| Inde | 1 067,4 | 57 607 652 | 32 522 283 | 25 085 369 | 56 |
| Indonésie | 176,9 | 14 757 354 | 11 648 139 | 3 109 215 | 79 |
| Iran (République islamique d’) | 297,6 | 18 969 071 | 12 995 507 | 5 973 564 | 69 |
| Iraq | 15,0 | 1 180 000 | 386 789 | 793 211 | 33 |
| Jamaïque | 8,9 | 763 899 | 515 699 | 248 200 | 68 |
| Jordanie | 59,3 | 5 836 874 | 3 830 053 | 2 006 821 | 66 |
| Kenya | 14,1 | 1 973 000 | 1 096 256 | 876 744 | 56 |
| Kirghizistan | 3,3 | 799 922 | 568 846 | 231 076 | 71 |
| Kiribati | 0,0 | 310 600 | 82 259 | 228 341 | 26 |
| Koweït | 209,9 | 8 555 223 | 6 257 331 | 2 297 892 | 73 |
| Lesotho | 0,0 | 280 000 | 228 562 | 51 438 | 82 |
| Liban | 68,7 | 6 439 571 | 5 695 048 | 744 523 | 88 |
| Liberia | 2,0 | 315 000 | 282 777 | 32 223 | 90 |
| Libye | 26,4 | 1 161 310 | 705 783 | 455 527 | 61 |
| Macédoine du Nord | 2,1 | 1 047 130 | 935 263 | 111 867 | 89 |
| Madagascar | 6,0 | 558 434 | 497 472 | 60 962 | 89 |
| Malaisie | 216,5 | 13 866 383 | 12 130 650 | 1 735 733 | 87 |
| Malawi | 3,8 | 628 745 | 319 248 | 309 498 | 51 |
| Maldives | 0,6 | 1 081 616 | 1 056 580 | 25 036 | 98 |
| Mali | 5,2 | 500 830 | 434 723 | 66 107 | 87 |
| Maroc | 11,0 | 1 284 159 | 1 151 968 | 132 191 | 90 |
| Maurice | 3,1 | 782 500 | 405 989 | 376 511 | 52 |
| Mauritanie | 0,0 | 255 000 | 50 000 | 205 000 | 20 |
| Mexique | 555,7 | 27 030 479 | 21 713 553 | 5 316 925 | 80 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,2 | 314 100 | 86 489 | 227 611 | 28 |
| Mongolie | 1,0 | 583 769 | 311 615 | 272 154 | 53 |
| Monténégro | 0,6 | 698 389 | 372 392 | 325 997 | 53 |
| Mozambique | 3,1 | 302 361 | 157 990 | 144 371 | 52 |
| Myanmar | 0,4 | 280 000 | 164 800 | 115 200 | 59 |
| Namibie | 8,2 | 810 000 | 605 978 | 204 022 | 75 |
| Nauru | 0,0 | 139 450 | 49 915 | 89 535 | 36 |
| Népal | 0,7 | 428 000 | 171 641 | 256 359 | 40 |
| Nicaragua | 3,3 | 474 498 | 266 792 | 207 705 | 56 |
| Niger  | 5,6 | 488 840 | 273 840 | 215 000 | 56 |
| Nigeria | 143,7 | 7 971 335 | 5 316 926 | 2 654 409 | 67 |
| Nioué | 0,0 | 114 200 | 57 225 | 56 975 | 50 |
| Oman | 10,6 | 905 831 | 698 208 | 207 623 | 77 |
| Ouganda | 0,0 | 287 375 | 140 375 | 147 000 | 49 |
| Pakistan | 150,3 | 10 792 366 | 6 419 574 | 4 372 792 | 59 |
| Palau | 0,2 | 303 000 | 103 000 | 200 000 | 34 |
| Panama | 11,6 | 1 264 695 | 660 310 | 604 385 | 52 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 2,0 | 991 000 | 760 956 | 230 044 | 77 |
| Paraguay | 6,3 | 630 000 | 525 386 | 104 614 | 83 |
| Pérou | 9,5 | 967 497 | 627 189 | 340 308 | 65 |
| Philippines  | 40,0 | 3 628 365 | 2 765 925 | 862 439 | 76 |
| Qatar | 14,7 | 1 124 747 | 1 016 441 | 108 306 | 90 |
| République arabe syrienne | 10,1 | 590 036 | 0 | 590 036 | 0 |
| République centrafricaine | 0,5 | 64 001 | 64 000 | 0 | 100 |
| République de Moldova | 0,3 | 259 759 | 221 793 | 37 966 | 85 |
| République démocratique du Congo | 5,8 | 475 000 | 474 524 | 476 | 100 |
| République démocratique populaire lao | 0,8 | 493 400 | 200 500 | 292 900 | 41 |
| République dominicaine | 12,5 | 3 840 636 | 2 717 187 | 1 123 449 | 71 |
| République populaire démocratique de Corée | 19,4 | 804 255 | 271 048 | 533 207 | 34 |
| République unie de Tanzanie | 0,6 | 209 875 | 151 025 | 58 849 | 72 |
| Rwanda | 1,9 | 437 399 | 219 063 | 218 336 | 50 |
| Sainte-Lucie | 0,4 | 184 418 | 175 218 | 9 200 | 95 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,3 | 147 600 | 98 342 | 49 258 | 67 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,2 | 421 951 | 252 365 | 169 586 | 60 |
| Samoa | 0,2 | 344 450 | 139 650 | 204 800 | 41 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,1 | 155 012 | 123 088 | 31 924 | 79 |
| Sénégal | 3,6 | 624 023 | 451 328 | 172 695 | 72 |
| Serbie | 5,2 | 1 110 641 | 931 807 | 178 834 | 84 |
| Seychelles | 1,4 | 540 000 | 351 375 | 188 625 | 65 |
| Sierra Leone | 0,4 | 207 620 | 175 475 | 32 145 | 85 |
| Somalie | 1,8 | 353 746 | 320 332 | 33 414 | 91 |
| Soudan | 47,5 | 4 203 396 | 2 246 789 | 1 956 607 | 53 |
| Soudan du Sud | 0,0 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| Sri Lanka | 10,1 | 1 064 866 | 593 522 | 471 344 | 56 |
| Suriname | 0,6 | 186 742 | 142 109 | 44 633 | 76 |
| Tchad | 5,7 | 489 542 | 484 522 | 5 020 | 99 |
| Thaïlande | 255,0 | 18 424 008 | 16 924 008 | 1 500 000 | 92 |
| Timor-Leste | 0,0 | 404 700 | 307 674 | 97 026 | 76 |
| Togo | 7,0 | 566 894 | 534 369 | 32 525 | 94 |
| Tonga | 0,1 | 324 050 | 89 723 | 234 327 | 28 |
| Trinité-et-Tobago | 17,9 | 1 930 889 | 1 320 477 | 610 412 | 68 |
| Tunisie | 16,8 | 1 837 155 | 1 025 579 | 811 576 | 56 |
| Turkménistan | 2,4 | 812 797 | 622 105 | 190 692 | 77 |
| Turquie | 410,7 | 12 427 419 | 9 857 428 | 2 569 991 | 79 |
| Tuvalu | 0,1 | 168 450 | 68 063 | 100 387 | 40 |
| Uruguay | 15,2 | 1 835 762 | 995 747 | 840 015 | 54 |
| Vanuatu | 0,3 | 360 600 | 130 406 | 230 194 | 36 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 28,9 | 2 488 281 | 2 285 131 | 203 150 | 92 |
| Viet Nam | 149,1 | 10 894 762 | 8 707 714 | 2 187 048 | 80 |
| Yémen | 11,6 | 159 529 | 159 529 | 0 | 100 |
| Zambie | 2,5 | 462 956 | 202 956 | 260 000 | 44 |
| Zimbabwe | 12,3 | 1 288 818 | 895 969 | 392 849 | 70 |
| Région : Asie-Pacifique | 0,0 | 940 000 | 240 000 | 700 000 | 26 |
| **Total** | **11 438,5** | **815 362 210** | **637 531 800** | **177 830 411** | **78** |

Annexe III

rapport sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés AU TITRE des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 parties non visées à l’article 5

**Contexte**

# Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84e réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays non visés à l'article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l’état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s’il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l’achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12(b)).

# En réponse à la décision 84/12 b), le Secrétariat a remis à la 85e réunion[[19]](#footnote-19) le rapport supplémentaire sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d’exécution.

# L’information à jour sur les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les renseignements actualisés remis par les agences bilatérales et d’exécution est présentée ci-dessous.

**Rapport sur les projets d’investissement en lien avec les HFC**

# Les agences d’exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d’investissement sur les HFC pour l’Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

**Tableau 1. Sommaire des projets d’investissement en lien avec les HFC**

| **Pays** | **Agence** | **Produits** | **HFC utilisés (tm)** | **Substances de remplacement utilisées** | **Tm éq-CO2** | **Sommes approuvées ($US)** | **Sommes décaissées ($US)** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Argentine | ONUDI | Réfrigérateurs domestiques et commerciaux | HFC-134a (96.60 tm) | R-600a/R-290 | 138 069 | 1 840 755 | 1 072 038 |
| Bangladesh | PNUD | Compresseurs et réfrigérateurs domestiques | HFC-134a (230,63 tm) | R-600a  | 329 801 | 3 131 610 | 3 131 610 |
| Chine | PNUD | Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques | Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm) | Cyclopentane + HFO-1233zd(E) | 257 500 | 1 275 000 | 1 018 413 |
| Liban | ONUDI | Réfrigérateurs domestiques et commerciaux | HFC-134a/ R‑404A (112,58 tm) | R-600a/R-290 | 245 860 | 1 053 858 | 1 035 787 |
| Mexique | ONUDI | Réfrigérateurs commerciaux | HFC-134a/ R‑404A (56,04 tm) | R-600a/R-290 | 124 657 | 1 018 123 | 8 351 |
| Thaïlande[[20]](#footnote-20) | Banque mondiale | Réfrigérateurs commerciaux | HFC-134a (8,78 tm) | R-600a | 12 555 | 183 514 | 0 |
| **Total** |  |  | **754,64** |  | **1 108 442** | **8 502 860** | **6 266 199** |

# Deux projets (Bangladesh et Liban) ont été achevés; le PNUD a remis un rapport détaillé pour le Bangladesh et l’ONUDI devrait remettre un rapport pour le Liban. Bien que les quatre autres projets avancent à un rythme satisfaisant, la situation entourant la COVID-19 a entraîné des retards dans l’installation finale, la mise en service et la formation du personnel de l’usine. Les agences d’exécution appliquent les mesures nécessaires pour mener ces projets à terme avant le 31 mars 2022

**Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC**

# La liste des pays visés à l’article 5 ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l’annexe I au présent document, avec l’état de la ratification de l’Amendement de Kigali et l’état du programme d’octroi de permis pour les HFC, exigés à l’article 4B. Le soutien à la ratification hâtive de l’Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l’examen des programmes d’octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d’activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d’information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

# Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays, À ce jour, le gouvernement de l’Italie,[[21]](#footnote-21) la Banque mondiale,[[22]](#footnote-22) PNUD,[[23]](#footnote-23) le PNUE[[24]](#footnote-24) et l’ONUDI[[25]](#footnote-25) ont mené à terme 23 projets en lien avec les activités de facilitation d’ici à 2021. Les agences collaborent avec les pays afin de garantir l’achèvement rapide des activités de facilitation, malgré les contraintes imposées par la Covid-19.

# Voici un sommaire des activités :

## Ratification de l’Amendement de Kigali : Consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l’Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification; rédaction des documents légaux; coordination et diffusion d’information aux différentes parties prenantes; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et les répercussions de l’Amendement sur les différentes parties prenantes; évaluation des besoins de formation du secteur de l’entretien en introduction de technologies sans HFC et l’utilisation sécuritaire des technologies de remplacement, et des douaniers en suivi et contrôle du commerce des HFC au titre de l’Amendement de Kigali; et participation à l’atelier régional sur la ratification de l’Amendement de Kigali;

## Élaboration et exécution du programme d’octroi de permis et de quotas : Examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d’octroi de permis et de quotas d’importation et d’exportation, afin d’y inclure les dispositions de l’Amendement de Kigali; ateliers de consultation sur l’élaboration d’un programme d’octroi de permis[[26]](#footnote-26) et de quotas; et consultations sur les mécanismes de suivi de l’offre et l’utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes;

## Soutien à l’exécution d’un programme de collecte de données et de suivi :Création d’un programme de collecte de données sur les HFC; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes sur la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC; exigences en matière d’établissement de rapports et de suivi; mise à jour des codes de suivi du système harmonisé (SH) pour les HFC et les mélanges contenant des HFC; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC; et achat d’équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC;

## Mise en œuvre d’autres activités, y compris la démonstration et la formation : Programmes de formation sur l’utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d’experts techniques; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l’Amendement de Kigali, les HFC, les solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, l’utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, la réglementation sur l’utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et le suivi de l’utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l’entretien de l’équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes; et

## Activités en lien avec l’efficacité énergétique : Coordination avec les institutions d’efficacité énergétique afin d’inclure les dispositions de l’Amendement de Kigali tout en mettant en œuvre des mesures d’efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d’étiquetage, amélioration de l’efficacité énergétique de l’équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l’élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l’élaboration de normes régionales sur l’adoption de technologies éconergétiques)[[27]](#footnote-27); encouragement de la participation des parties prenantes de l’efficacité énergétique aux réunions en lien avec l’Amendement de Kigali; promotion de l’efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l’efficacité énergétique; formation en technologies de réfrigération et climatisation éconergétiques; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l’équipement éconergétique; et conception d’équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l’adoption de technologies éconergétiques.

# Principales conclusions et enseignements tirés

# Les pays ont acquis de l’expérience concernant le processus de ratification de l’Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elle est résumée ci-dessous :

## Le rapport d’évaluation du pays permettant de comprendre les tendances de consommation aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l’application de ces mesures, et fournit des recommandations concernant les mesures d’orientation et les activités d’assistance technique qui pourraient servir de carte de route aux pays pour la mise en œuvre de l’Amendement de Kigali; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées; les activités en lien avec les plans d’action sur le refroidissement et l’amélioration de l’efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l’extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l’industrie;

## Le renforcement des programmes d’octroi de permis et de quotas afin d’y inclure les HFC et les mélanges contenant des HFC est une action prioritaire pour le suivi et l’établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes; des mesures ont été entreprises pour garantir l’identification exacte des HFC et des mélanges contenant des HFC, dont la mise au point des codes du SH et la mise en place de méthodes/processus pour une collecte et un suivi exacts des données sur les HFC; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d’économiser du temps, des coûts et des efforts; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires; et la formation des douaniers et des agents d’exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l’équipement d’identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC;

## Le suivi continu auprès des autorités responsables de l’élaboration, de la mise au point et de l’approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l’ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulées avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l’établissement de rapports, et pour la sensibilisation aux nouvelles politiques et réglementations en vigueur concernant les HFC;

## D’importants efforts s’imposent afin d’approuver les réglementations concernant l’adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l’adoption durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d’entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG sont essentiels; le regroupement de synergies et d’activités existantes au titre des PGEH peut faciliter l’introduction de solutions de remplacement à faible PRG durables et rentables;

## La mise en place de normes minimales de performance énergétique, d’un régime de taxes/droits progressif fondé sur l’efficacité énergétique de l’équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l’industrie à faire la transition à de l’équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique; et bien que l’importation d’équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d’amélioration de l’efficacité énergétique, plusieurs activités de diffusion d’information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations;

## La mise en place de normes nationales d’accréditation des techniciens en réfrigération et climatisation contribuera à réduire les HFC émis par l’équipement de réfrigération et de climatisation grâce à l’adoption de bonnes pratiques d’entretien et de pratiques sécuritaires lors de l’entretien de l’équipement à base de frigorigènes inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression.

## Le recensement d’experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l’ozone et pour le renforcement des capacités, et tient compte des besoins/tendances précis de consommation.

## Les activités mises en œuvre à ce jour ont élevé le niveau de sensibilisation des parties prenantes et du public quant à l’importance et aux avantages de l’Amendement de Kigali, et offert une perspective des habitudes de consommation des HFC et de l’importance de l’efficacité énergétique lors de la réduction progressive des HFC, en favorisant la participation des parties prenantes à la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et autres interventions de suivi et de réglementation de la consommation de HFC.

## Difficultés possibles

# Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :

# La pandémie de la COVID-19 demeure un obstacle à la réalisation des activités de facilitation dans les délais approuvés pour certains pays visés à l'article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l’élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l’Amendement de Kigali et l’achèvement des programmes de formation prévus au projet;

# Les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d’approbation pour la ratification de l’Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'article 5; un suivi étroit, le soutien des décideurs du gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d’information à l’intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards;

# La situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets; et

# Des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d’établissement de rapports, et l’utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et climatisation, la mousse de polyuréthanne). L’importance de l’offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l’adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l’utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d’entretien de l’équipement à base de HCFC concernant l’utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG; la mise en œuvre de réglementations et d’autres mesures de soutien concernant l’utilisation sécuritaire d’équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l’importation et l’utilisation d’équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d’encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l’équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d’entretien sur les pratiques d’entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d’information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation.

# La formation régulière des douaniers est primordiale à l’application efficace des programmes d’octroi de permis et de quotas et de la réglementation des HFC à cause du fort roulement de personnel chez les douaniers. Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d’activités sur le suivi de la consommation de HFC et l’adoption de substances de remplacement sans HFC et ont donné lieu à des dialogues sur les méthodes à adopter pour un refroidissement durable et éconergétique pendant la mise en œuvre des activités de réduction progressive des HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l’élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l’approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

Sommes approuvées et décaissées

# La somme totale de 23 954 943 $US a été approuvée pour les projets d’investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d’un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 16 347 659 $US a été décaissée.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |

1. Les réunions et le processus d’approbation intersessions se dérouleront en ligne en novembre et en décembre 2021 à cause du coronavirus (COVID-19) [↑](#footnote-ref-1)
2. Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/13 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/17). [↑](#footnote-ref-2)
3. Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l’article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l’Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu’une seule fois et qu’il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d’Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Suède et Suisse. [↑](#footnote-ref-4)
5. L’unité de mesure des HFC offerte dans les rapports périodiques soumis à la 88e réunion est la tonne métrique d’éq-CO2, conformément à la décision 84/12 a) iv) . [↑](#footnote-ref-5)
6. À l’exception de ceux examinés dans les documents de proposition de projet pertinents, au titre des rapports sur la projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/18), ou au titre des tranches connaissant des retards dans la mise en œuvre (UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/21). [↑](#footnote-ref-6)
7. Les projets en cours consistent en tous les projets dont la mise en œuvre avait débuté au 31 décembre 2020. Les principaux indicateurs de progrès sont : le pourcentage des sommes décaissées et le pourcentage des projets pour lesquels le décaissement de fonds a commencé; le décaissement prévu d’ici la fin de l’année en tant que pourcentage du financement approuvé; la durée moyenne des retards dans la mise en œuvre des projets; et les renseignements fournis dans la colonne des commentaires de la base de données des rapports périodiques. [↑](#footnote-ref-7)
8. Comprenant 203,5 tm (332 848 tm d’éq-CO2) éliminées en 2020 dans le cadre de projets sur les HFC. [↑](#footnote-ref-8)
9. Comprend 335,4 tm des projets d’investissement pour les HFC. Le rapport coût-efficacité en éq-CO2 n’est pas fourni à cause du faible nombre de projets approuvés. [↑](#footnote-ref-9)
10. Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l’élimination. Le rapport coût-efficacité est de 44,06 $US/kg pour les accords pluriannuels des plans de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH), de 23,93 $US/kg pour la phase I des plans de gestion de l’élimination de la production de HCFC et de 4,16 $US/kg pour la phase II des plans de gestion de l’élimination de la production de HCFC. [↑](#footnote-ref-10)
11. Les projets approuvés depuis plus de 18 moins et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 p. cent et les projets non achevés 12 mois après la date d’achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61) (étant donné que cette procédure ne s’applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet et au renforcement des institutions). Les composants des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d’annulation conformément à la décision 84/45 c). [↑](#footnote-ref-11)
12. UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/18 [↑](#footnote-ref-12)
13. UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/21 [↑](#footnote-ref-13)
14. Une somme supplémentaire de 142,65 millions $US a été approuvée pour les réunions du Comité exécutif, le fonctionnement du Secrétariat et les honoraires du Trésorier. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les données sont présentées selon l’année d’approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (d’investissement et ne portant pas sur des investissements) sont traitées de la même manière (c.-à-d., un projet d’investissement ou une tranche annuelle de financement d’un projet pluriannuel de 1 million $US est considéré comme un projet, au même titre que la préparation d’un programme de pays de 30 000 $US). Les principaux indicateurs du sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, l’élimination PAO et le pourcentage des sommes décaissées. Il y a trois types de décaissements : au cours de la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour des projets financés de manière rétroactive. [↑](#footnote-ref-15)
16. L’élimination complète pour le Fonds comprend 475 913 tonnes PAO de substances réglementées dans le cadre de projets d’investissement achevés, 14 420 tonnes PAO dans le cadre de projets ne portant pas sur des investissements achevés et 4 235 tonnes PAO dans le cadre de projets en cours. [↑](#footnote-ref-16)
17. Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets contractés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC ayant fait l’objet d’un projet dans le secteur ne sont plus utilisés et qu’une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l’équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées achevées lorsque l’activité prend fin (p. ex., dans le cas d’un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC. [↑](#footnote-ref-17)
18. La raison pour laquelle l’ensemble des fonds n’a pas été décaissé pour les projets achevés est qu’il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité. [↑](#footnote-ref-18)
19. UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9 [↑](#footnote-ref-19)
20. L’équipement utilisant la technologie de remplacement est en production. Les sommes seront décaissées d’ici la fin de 2020, après la signature de l’accord entre l’intermédiaire financier et le bénéficiaire. [↑](#footnote-ref-20)
21. Lesotho [↑](#footnote-ref-21)
22. Malaisie et Philippines [↑](#footnote-ref-22)
23. Costa Rica, Jamaïque, Pérou et Trinité-et-Tobago. [↑](#footnote-ref-23)
24. Cambodge, Ghana, Kirghizistan, Liban, Mongolie, Palau, Tonga et Zimbabwe. [↑](#footnote-ref-24)
25. Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Grenade, Mexique, Monténégro, Soudan et Viet Nam. [↑](#footnote-ref-25)
26. Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et d’exécuter un programme d’octroi de permis d’importation et d’exportation de substances réglementées de l’annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1er janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l’entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l’éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l’article 5 qui décide qu’elle n’est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d’ici le 1er janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu’au 1er janvier 2021. [↑](#footnote-ref-26)
27. Les gouvernements ont mis en œuvre plusieurs activités sur l’amélioration de l’efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l’extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l’information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive. [↑](#footnote-ref-27)